Une initiative marocaine est venue finalement dissiper les nuages assombrissant de plus en plus les relations bilatérales. Rabat avait de bonnes raisons de chercher des relations plus étroites avec le Canada au début des années 1970. Le réseau diplomatique du Canada offrait un horizon plus large pour le Maroc postcolonial. Le Premier ministre Mohammed Karim Lamrani, par exemple, a informé Hardy qu'il se félicitait de "la dimension francophone de la politique étrangère du Canada." En outre, a-t-il ajouté, le Canada jouissait d'une motivation politique plus objective et bienveillante que les grandes puissances. Le Roi Hassan II accueillit favorablement l'aide de plus en plus croissante du Canada à son pays, dont la prévision était de 40 millions de dollars pour la période 1973-77. Par ailleurs le souverain a été touché par la sympathie de Trudeau pour les problèmes du Tiers-Monde et son approche équilibrée aux questions méditerranéennes. En octobre 1971, Hardy apprit que le Maroc avait décidé d'ouvrir une mission résidente à Ottawa au printemps suivant, même si Ottawa refusait de faire pareil.

La décision marocaine a forcé la main au Canada. En décembre 1971, lorsque Jean-Luc Pépin, ministre de l'Industrie et du Commerce, effectua une visite officielle au Maroc, une première pour un ministre de premier plan, il fut informé que la décision était irréversible. En mars 1974, le gouvernement accepta d'ouvrir une mission canadienne à Rabat, notifiant ainsi le Maroc de sa décision d'avril 1972. Deux mois plus tard, en juin, une ambassade marocaine fut ouverte à Ottawa, avec Noureddine Hasnaoui, un expert dans le commerce et le développement économique, comme son premier ambassadeur. Après un court séjour à l'Hôtel Holiday Inn, l'ambassade s'installa dans une modeste maison à tourelles à Sandy Hill, quartier agréable à proximité du centre-ville. Hasnaoui s'est installé, et est resté assez longtemps pour devenir le doyen du corps diplomatique, afin de développer une connaissance approfondie du Canada, et de tisser de solides relations politiques à Ottawa.

